

Guide pour un débat autour du film

FEMMES DU CHAOS VÉNÉZUÉLIEN

DE MARGARITA CADENAS



CINQ FEMMES, DE MILIEUX ET DE GÉNÉRATIONS DIFFÉRENTES, DRESSENT LE PORTRAIT D'UN PAYS EN PERDITION, D'UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT QUE TRAVERSE LE VENEZUELA.

UNE PRODUCTION DE MC2 PRODUCTIONS PRODUCTION ASSOCIÉE LES FILMS D'ICI PRODUCTRICES ASSOCIÉES MARIELA P. BRANGER ET MARIACRIS G. PRODUCTEUR ASSOCIÉ JEAN-FRANÇOIS BESSE COPRODUCTRICE CHARLOTTE UZU LES MEMBRES DE L'ÉQUIPE TECHNIQUE AU VENEZUELA ONT DÉCIDÉ DE GARDER L'ANONYMAT PAR CRAINTE DE PÉSECUTIONS. POSTPRODUCTION AURÉLIEN PLANCHER MONTAGE MARIANA EVA CADENAS ET MARGARITA CADENAS MUSIQUE REMI BOUBAL IMAGE ET CADRE CÉSAR BRICENO ÉCRIT, PRODUIT ET RÉALISÉ PAR MARGARITA CADENAS



MODE D'EMPLOI

Ce guide a été conçu de façon à vous aider à organiser des interventions/débats après la projection du film « Femmes du chaos vénézuélien ». Il a pour but d'éclairer l'histoire du film et les thèmes dont il est question : les souffrances de la population dans la crise alimentaire, le manque de médicaments, l'exil et un futur incertain. Le présent dossier a pour vocation d'apporter un certain nombre d'éléments clés qui vous permettront de répondre au plus grand nombre de questions et cas de figure. C'est également un outil destiné à vous permettre d'organiser un débat sans dépendre d'un intervenant extérieur. Au gré des interventions qui seront menées et des retours que nous en aurons, nous veillerons à le mettre à jour en fonction de sa mise à l'épreuve du public et de ses réactions.

Nous vous remercions par avance de nous tenir au courant de la façon dont s'est déroulé le débat que vous avez organisé afin que votre expérience puisse bénéficier à tous.

Comment utiliser ce guide ? Ce dossier replace la crise dans son contexte historique afin de mieux la comprendre. Il contient aussi une série de « questions-réponses » qui constitue un outil indispensable en raison de la complexité de la situation et de son évolution. Idéalement, veuillez à garder une ligne directrice concernant la crise et à ne pas trop vous disperser sur les questions politiques susceptible de donner lieu à des questions polémiques entre partisans et opposants du gouvernement.

Une utilisation souple est recommandée. Ce dossier est élaboré en lien avec les campagnes menées par Amnesty International concernant les droits à l'alimentation, à la santé contre les répressions violentes des manifestations, les détentions arbitraires et pour l'accueil des réfugiés. Vous trouverez dans le dossier crises sur extranet la liste des rapports publiés par Amnesty International depuis le début de la crise que vous pourrez proposer à l'assistance. Il s'agit de présenter le film en évitant les diatribes politiques et de se focaliser sur une perspective des droits humains.

SOMMAIRE

- 1- Présentation du film
 - a. Pourquoi soutenir ce film
 - b. Résumé
 - c. Fiche technique
- 2- Contexte historique
- 3- Quelques faits essentiels
- 4- Agissons : présentation à entreprendre
- 5- Annexes

1- PRESENTATION DU FILM

a. Pourquoi soutenir ce film ?

Le Venezuela est toujours en état d'urgence, cette mesure ayant été prolongée à plusieurs reprises. Une Assemblée Nationale Constituante a été élue sans la participation de l'opposition. La procureure générale a été démise de ses fonctions de façon irrégulière. Les forces de sécurité ont continué d'avoir recours à une force excessive et injustifiée pour disperser des manifestations. Des centaines de personnes ont été arrêtées de façon arbitraire. De nombreuses informations ont fait état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements, y compris de violences sexuelles, infligés à des manifestants. Cette année encore, le système judiciaire a été utilisé pour réduire au silence des dissidents, et des civils ont été poursuivis devant la justice militaire. Des défenseurs des droits humains ont fait l'objet de manœuvres de harcèlement et d'intimidation, et ont subi des descentes des forces de sécurité. Les conditions de détention étaient extrêmement rudes. Les crises alimentaire et sanitaire se sont encore aggravées, touchant en particulier les enfants, les personnes atteintes de maladies chroniques et les femmes enceintes et poussant les citoyens à l'exil vers la Colombie en premier lieu (plus d'un million de personnes sans compter les binationaux) vers le Pérou (100 000 personnes) l'Argentine (50 000) vers Curaçao, Trinidad y Tobago .. vers les USA et l'Europe

Le nombre de Vénézuéliens demandant l'asile à l'étranger ne cesse d'augmenter. Selon le UNHCR 100 000 Vénézuéliens ont demandé l'asile entre janvier 2014 et octobre 2017 et 47 000 autres depuis cette date.

Tournée en 2016 ce film à travers 5 femmes nous fait découvrir la situation qu'elles vivent au quotidien et illustre les difficultés qui poussent des milliers des vénézuéliens à fuir leur pays alors que les ONG telle qu'Amnesty International et les instances internationales appellent l'ouverture d'un couloir humanitaire et à la libération des prisonniers d'opinions.

Dans un entretien avec William Tessier au cours de l'émission : « Parlez-vous cinéma ? » Margarita Cadenas , réalisatrice de ce film explique avoir voulu dénoncer la « désinformation et montrer le pays de l'intérieur » « en immersion avec les gens de façon intimiste » . Elle a souhaité traiter les « sujets les plus vrais » : la santé, les pénuries alimentaires, l'injustice et la peur. Etant donné qu'au Venezuela il est interdit de filmer les hôpitaux et les queues devant les magasins elle a dû tourner ce film avec de très petites caméras, et une équipe réduite de douze personnes.

Les personnages

Kim: infirmière, mariée, mère d'un enfant évoque le difficile choix entre deux patients faute d'équipement qui soigner des deux ? Elle partira aux USA.

Maria José : dirigeante de communauté attend son second enfant. Elle explique comment les achats doivent se faire en gros. Dans son cas ce sont des couches.

Eva : sans emploi, en quête permanente de nourriture, fière que son fils ait de quoi manger alors que sa mère se plaint de l'inflation et du manque d'argent. Eva parle aussi de l'insécurité qui l'empêche de partir de chez elle avant 5 heures du matin pour ne pas se faire attaquer, et d'arrestation possible dans la queue.

Luisa : commissaire de police à la retraite, se bat pour faire libérer son petit fils arrêté dans son appartement et qu'elle cherche à faire soigner.

Olga : serveuse réclame la justice pour son fils exécuté (par erreur) par des policiers à son domicile.

<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2016/11/venezuela-release-of-prisoner-of-conscience-must-mark-shift-in-treatment-of-political-opposition/>

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/11/venezuela-release-of-prisoner-of-conscience-must-mark-shift-in-treatment-of-political-opposition/>

b. Résumé

Cinq femmes de classes sociales et de générations différentes dressent le portrait d'une société en perdition et nous permettent de prendre le pouls d'une population en détresse, de représenter une sorte de baromètre de la situation du Venezuela. Filmées dans leur quotidien, elles témoignent de leur détresse face à une situation intenable : celle de la pénurie alimentaire, du manque de moyens médicaux et sociaux, de la violence et de la criminalité grimpantes d'un pays qui fut un eldorado économique et qu'elles ne reconnaissent plus.

c. Fiche technique

Titre de l'œuvre : Femmes du chaos vénézuélien

Réalisation : Margarita Cadenas

1h23 – France 2017

Sortie le 16 mai 2018

Présenté en divers pays et au festival du documentaire d Amiens.

2- Contexte

Début juin 2014 la baisse du prix de baril de pétrole, qui représente 96% des exportations et les deux tiers des recettes a précipité la crise. Dans ce pays de 30 millions d'habitants, où la plupart des produits sont importés, les pénuries alimentaires s'enchaînent et les produits de base sont épuisés. Le président Chavez avait déjà limité la quantité de devises allouées à la santé et à l'alimentation. Son successeur Nicolas Maduro a encore réduit de 65% ces sommes. L'aggravation du manque de médicaments est illustrée par un exemple 7 médicaments sur 10 ont disparu. Selon le rapport 'une coalition d'organisations sociales et de santé au Venezuela, en 2015, la plupart des hôpitaux publics connaissent une pénurie de 80% pour les médicaments et de 70% pour le matériel médical. Parallèlement, 60% des équipements ne fonctionnaient tout simplement pas et plus de 50% des professionnels de la santé avaient fui le pays. Depuis la situation s'est encore dégradée. Depuis 2010 en raison des dettes croissantes du Venezuela la plupart des fabricants internationaux de médicaments ont refusé d'en vendre à ce pays.

Au premier semestre 2016, près de 4 000 petites manifestations ont été enregistrées, essentiellement pour réclamer de la nourriture. La population ne mange plus à sa faim et la malnutrition affecte les enfants et les femmes enceintes.

Le Venezuela est confronté à une crise humanitaire sans précédent qui pousse des millions de vénézuéliens à s'exiler en premier lieu vers les pays limitrophes dont la Colombie, pays qui . début 2018 a lancé un appel à l'aide pour accueillir ses exilés qui selon la presse colombienne, rien qu'en un an, près de 600 000 ont franchi la frontière, pour fuir cette crise. Ce chiffre ne tient pas compte des centaines de personnes qui empruntent des chemins non contrôlés, le long de 2200 km de frontière entre les deux pays, et les personnes de double nationalité.

Cette crise humanitaire est couplée à une crise politique qui depuis 2014 a entraîné de grandes manifestations sévèrement réprimées entraînant de nombreuses morts (130), arrestations et détentions arbitraires et l'usage systématique de la torture.

<https://www.amnesty.org/es/latest/news/2016/06/venezuela-stubborn-politics-accelerate-catastrophic-humanitarian-crisis/>

SITUATIONS ILLUSTRÉES DANS LE FILM

Droit à la santé

Après quasiment deux ans sans publier de statistiques officielles, le ministère de la Santé a rendu publics en mai 2017 les bulletins épidémiologiques hebdomadaires à partir de 2016. Ces chiffres ont révélé que, en 2016, 11 466 décès d'enfants avant l'âge d'un an avaient été signalés, ce qui représentait une hausse de 30,1 % par rapport aux 8 812 décès enregistrés en 2015. Les principales causes de mortalité infantile étaient le sepsis néonatal, la pneumonie et la naissance avant terme. Ces bulletins signalaient par ailleurs 324 cas de diphtérie en 2016.

Droit à l'alimentation

Le Centre de documentation et d'analyse pour les travailleurs a indiqué qu'en décembre la valeur du panier de produits de consommation courante pour une famille de cinq personnes, utilisé pour définir l'indice des prix à la consommation, équivalait à 60 fois le salaire minimum, ce qui représentait une hausse de 2 123 % par rapport à novembre 2016. L'organisation humanitaire Caritas Venezuela a établi que 27,6 % des enfants étudiés présentaient un risque de malnutrition et que 15,7 % souffraient de malnutrition modérée à aiguë.

Le gouvernement n'a pas reconnu l'aggravation de la pénurie de produits alimentaires due à la crise économique et à la crise sociale que connaissait le pays. Dans son Rapport mondial sur les crises alimentaires 2017, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué qu'elle manquait de chiffres officiels fiables sur le Venezuela, et que l'aggravation de la crise économique risquait d'engendrer une pénurie encore plus forte des biens de consommation tels que les denrées alimentaires et les médicaments.

Recours excessif à la force

En janvier, le gouvernement a relancé son programme de sécurité publique, appelé par le passé Opération Libération du peuple, et renommé Opération Libération humaniste du peuple. Des informations ont cette année encore fait état de cas de recours excessif à la force de la part d'agents des forces de sécurité.

Dans le cadre des mouvements de protestation qui ont eu lieu entre avril et juillet, le gouvernement a annoncé l'activation du « Plan Zamora », qui visait à « garantir le fonctionnement [du] pays [et] la sécurité » en mobilisant les civils aux côtés de la police et de l'armée afin de « préserver l'ordre interne ». Les détails de ce plan n'ont toutefois pas été rendus publics.

La Police nationale bolivarienne et la Garde nationale bolivarienne, entre autres forces de sécurité civiles et militaires, ont continué de recourir à une force excessive et injustifiée contre les manifestants. Entre les mois d'avril et de juillet, les autorités ont déployé de façon accrue les forces militaires pour réprimer les mouvements de protestation. En conséquence,

on a assisté à une augmentation du recours excessif à la force à létalité réduite et du recours injustifié à la force meurtrière : jets de grenades lacrymogènes directement sur des personnes, tirs de diverses munitions telles que des balles en caoutchouc, passages à tabac, utilisation d'armes à feu, etc. Toutes ces pratiques entraînaient le risque de blesser grièvement ou de tuer des manifestants.

Selon le bureau du procureur général, Jairo Johan Ortiz Bustamante a été tué par balle au cours d'une manifestation dans l'État de Miranda le 6 avril, et Juan Pablo Pernaleté est mort après avoir reçu une grenade lacrymogène directement dans la poitrine lors d'une manifestation à Caracas, la capitale du pays, le 26 avril. David Vallenilla, Neomar Lander et Rubén Darío González sont eux aussi morts des suites des blessures qu'ils ont subies lors des mouvements de protestation qui ont eu lieu entre avril et juillet.

Durant cette période, l'organisation de la société civile Micondominio.com a enregistré au moins 47 raids illégaux menés contre divers quartiers et au domicile de nombreux particuliers dans 11 États à travers le pays. Ces raids se caractérisaient par un recours illégal à la force, des menaces ainsi que des arrestations arbitraires massives, et étaient souvent liés à des opérations militaires ou de police contre des manifestations se déroulant à proximité. Les forces de sécurité ont agi de façon illégale et arbitraire au cours de ces raids, qui ont touché sans discernement les habitants des zones concernées. Ceux-ci ont en outre été la cible de manœuvres de harcèlement et d'intimidation de la part de groupes d'individus armés agissant avec l'assentiment des forces de sécurité gouvernementales présentes sur les lieux.

En août, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a publié un rapport soulignant le recours systématique et généralisé à une force excessive lors des manifestations qui ont eu lieu entre avril et juillet. Ce rapport dénonçait de multiples cas de violentes descentes des forces de l'ordre au domicile de particuliers et la pratique courante de la torture ou d'autres mauvais traitements en détention. Le Haut-Commissariat s'inquiétait également des difficultés rencontrées par les organisations internationales pour se rendre dans le pays, et du fait que les victimes avaient peur de signaler les violences subies.

Arrestations et détentions arbitraires

Amnesty International a rassemblé des informations sur 22 cas emblématiques d'arrestations arbitraires opérées pour des motifs politiques depuis 2014, les autorités ayant utilisé pour ce faire diverses méthodes illégales telles que le recours abusif à la justice militaire, les arrestations sans mandat d'arrêt et l'utilisation de définitions ambiguës d'infractions pénales interprétées de façon arbitraire. Ces agissements s'inscrivaient dans le cadre d'un vaste ensemble de mesures visant à réduire au silence les dissidents¹. À la fin de l'année, 12 de ces personnes s'étaient vu accorder une mesure de substitution à la détention ; les 10 autres étaient toujours détenues de façon arbitraire alors même que la justice avait ordonné la libération d'un grand nombre d'entre elles.

Parmi les personnes concernées figuraient le député Gilber Caro et la militante Steyci Escalona, tous deux membres du parti d'opposition Volonté populaire, arrêtés de façon arbitraire en janvier après que des hauts responsables du gouvernement les eurent accusés publiquement de mener des « activités terroristes ». Bien qu'il ne puisse pas faire l'objet de poursuites judiciaires sans l'autorisation du Parlement, Gilber Caro a été maintenu en détention arbitraire et déféré à la justice militaire. Steyci Escalona, qui avait été placée en détention provisoire, a obtenu en novembre une libération conditionnelle. Ils n'avaient ni l'un ni l'autre été jugés à la fin de l'année.

Des centaines de personnes ont signalé avoir été arrêtées de façon arbitraire au cours des manifestations qui ont eu lieu entre les mois d'avril et de juillet. Un grand nombre d'entre elles n'ont pas été autorisées à recevoir des soins médicaux ou à contacter l'avocat de leur choix, et beaucoup ont été traduites devant des tribunaux militaires. Le nombre de civils déférés à la justice militaire s'est considérablement accru.

En décembre, 44 personnes détenues arbitrairement pour des motifs jugés politiques par des ONG locales ont bénéficié d'une libération assortie d'autres mesures de restriction de leur liberté.

Torture et autres mauvais traitements

De nombreux nouveaux cas de torture et d'autres mauvais traitements ont été signalés. Wilmer Azuaje, membre du Conseil législatif de l'État de Barinas, a été arrêté en mai. Sa famille a indiqué qu'au cours de sa détention il avait été enfermé dans une pièce où se dégageaient des émanations toxiques, menotté pendant de longues périodes et parfois détenu au secret, autant de conditions constitutives d'un traitement cruel. En juillet, la Cour suprême a ordonné son transfert en résidence surveillée ; toutefois, à la fin de l'année, Wilmer Azuaje était toujours au centre de détention du 26 Juillet, sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui ni que ses conditions de détention aient connu une quelconque amélioration.

Selon certains témoignages, durant les manifestations qui se sont déroulées entre avril et juillet, des agents de l'État ont infligé des mauvais traitements à des manifestants lors de leur arrestation. Certains ont été frappés, notamment à coups de poing, ou ont subi des violences sexuelles.

Défenseurs et défenseurs des droits humains

Des défenseurs des droits humains et des personnes qui cherchaient à obtenir justice pour des violations des droits humains ont cette année encore été la cible d'attaques et de campagnes de diffamation, dans le but manifeste de les empêcher d'œuvrer en faveur de ces droits.

En février, l'avocat transgenre Samantha Seijas a été menacé par un policier alors qu'il portait plainte dans un poste de police de l'État d'Aragua, accompagné de sa fille².

En mai, les autorités ont effectué une perquisition au domicile du défenseur des droits humains Ehisler Vásquez, à Barquisimeto, ville de l'État de Lara. Quand cet homme a cherché à connaître les motifs de cette opération, le ministère public a menacé de l'inculper³. En mai également, dans la même ville, un groupe de personnes non identifiées a mis à sac le domicile des défenseurs des droits humains Yonaide Sánchez et Nelson Freitez⁴.

Des défenseurs des droits humains ont été victimes de manœuvres d'intimidation de la part de médias contrôlés par l'État et de hauts responsables du gouvernement, qui ont

publiquement révélé leur nom et leurs coordonnées personnelles en les accusant de « terrorisme ».

Des avocats représentant des personnes jugées devant des tribunaux militaires ont signalé avoir été la cible d'actes de harcèlement et de manœuvres d'intimidation de la part les autorités. Ces agissements soumettaient à d'intenses pressions ceux qui défendaient des personnes critiquant le gouvernement.

Systeme judiciaire

Le gouvernement s'est cette année encore ingéré dans l'exercice du pouvoir judiciaire, en particulier dans des affaires mettant en cause des opposants ou des personnes dont les actions étaient considérées comme contraires aux intérêts des autorités. Le Service bolivarien de renseignement national a continué de ne tenir aucun compte des décisions de justice demandant le transfert ou la libération de personnes qu'il détenait.

Deux policiers de la municipalité de Chacao étaient toujours détenus de façon arbitraire depuis juin 2016, alors même que leur remise en liberté avait été ordonnée en août 2016. Douze de leurs collègues, accusés dans la même affaire et détenus comme eux depuis juin 2016, ont été libérés en décembre. En juin 2017, les 14 policiers avaient mené une grève de la faim, pendant 23 jours pour certains, afin d'obtenir que les autorités les remettent en liberté conformément à la décision rendue par la justice⁵.

En août, quatre représentants de l'opposition qui avaient été élus à des fonctions publiques ont été arrêtés, et cinq autres ont fait l'objet de mandats d'arrêt. Ces mandats ont été décernés par la Cour suprême selon une procédure non conforme à la loi. Au total, 11 personnes élues à des fonctions publiques par le vote populaire ont été démisées de leurs fonctions à l'issue de procédures irrégulières.

Prisonnières et prisonniers d'opinion

Leopoldo López, dirigeant de Volonté populaire, un parti d'opposition, et prisonnier d'opinion, a été placé en résidence surveillée en août. Pendant sa détention à la prison

militaire de Ramo Verde, à Caracas, des violences à son encontre avaient été signalées à plusieurs reprises ; il avait notamment été torturé et privé des visites de ses avocats et de ses proches.

Villca Fernández, étudiant et militant politique de l'État de Mérida, était toujours détenu arbitrairement par le Service bolivarien de renseignement national à Caracas. Ce prisonnier d'opinion s'était vu refuser des soins médicaux urgents depuis juin 2017 mais il a été transféré dans un hôpital militaire

ANNEXES

<https://www.amnesty.org/fr/countries/americas/venezuela/report-venezuela/>

<https://www.amnistia.org/ve/temas/venezuela/>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/03/5487/venezuela-el-trato-a-personas-privadas-de-libertad-debe-cambiar>

<https://www.amnistia.org/ve/blog/2018/03/5479/perdidos-en-el-mar-los-venezolanos-que-huyen-de-la-crisis-de-derechos-humanos>

<https://www.amnistia.org/ve/blog/2018/03/5397/miles-de-familias-claman-atencion-ante-desbordamiento-del-lago-de-valencia>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/03/5306/venezuela-venezolano-detenido-en-regimen-de-incomunicacion-en-peligro>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/02/5001/venezuela-presos-de-conciencia-reciben-atencion-medica>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/03/5173/mujeres-que-construyen-ante-la-crisis>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/03/5190/venezuela-crisis-del-derecho-a-la-salud-obliga-a-miles-de-personas-a-huir>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/03/5088/venezuela-atravesia-una-crisis-de-derechos-humanos-sin-precedentes>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2018/02/4889/autoridades-venezolanas-deben-garantizar-integridad-personal-de-alexander-tirado>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/12/4379/reportaje-venezolano-con-vih-en-mexico>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/12/4383/venezuela-sin-antirretrovirales-para-personas-con-vih-en-2018>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/11/4123/migracion-en-emergencia-exodo-masivo-de-personas-vulnerables-desde-venezuela>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/07/3219/venezolanos-encabezan-las-listas-de-solicitantes-de-asilo-en-los-estados-unidos>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/11/4091/emergencia-alimentaria-en-venezuela>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/10/3994/venezuela-allanamientos-ilegales-en-hogares>

<https://www.amnistia.org/ve/blog/2017/09/3599/crisis-de-salud-en-venezuela-cada-vez-se-hace-mas-evidente-infantes-que-fallecen>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/09/1934/amnistia-internacional-lanza-campana-global-contra-detenciones-arbitrarias-en-venezuela-silenciadxsalafuerza>

<https://www.amnistia.org/ve/noticias/2017/07/3260/jornada-de-violencia-demuestra-la-indiferencia-del-gobierno-ante-los-derechos>

Amnesty International va diriger une plateforme digitale commencée en Mars 2018 pour durer toute l'année 2018 dont le but est d'exposer la crise alimentaire, de santé et d'exil du Venezuela et de faire pression sur les autorités vénézuéliennes et sur la communauté internationale pour mettre en place des mécanismes partagés de coopération internationale pour remédier à cette crise